

Question orale pour la séance du 8 décembre 2015 de Geneviève Fioraso, députée de l'Isère, à Emmanuel Macron, ministre de l'économie, de l'industrie et du numérique

Monsieur le Ministre, je souhaite appeler votre attention sur la situation actuelle de l'entreprise franco-italienne STMicroelectronics, implantée notamment dans l'agglomération grenobloise où elle compte en tout plus de 6 000 emplois directs et 4 fois plus d'emplois en amont et en aval. STMicroelectronics est la locomotive d'un écosystème local exemplaire, qui forme le plus grand centre d'expertise européen en micro et nanoélectronique.

Ce centre est menacé par la vision court-termiste des dirigeants actuels de la société, qui ont annoncé un plan de réduction du secteur digital, majoritairement localisé à Grenoble et qui concerne plus de 2 000 emplois. Ils ne proposent aucune stratégie alternative pour répondre à un marché qui connaît pourtant un fort développement, en particulier pour l'internet des objets. L'entreprise souffre aujourd'hui d'un manque de vision stratégique qui se traduit par un niveau d'investissement très insuffisant, à hauteur de 7 % de son chiffre d'affaires global contre 20 % pour les leaders du secteur. Et pourtant, son potentiel technologique est reconnu, notamment grâce aux perspectives très porteuses du FD SOI en lien avec la société Soitec, des microcontrôleurs et des imageurs nouvelle génération.

L'Etat français est actionnaire à 13,5 %, tout comme l'Etat italien.

L'intersyndicale, que vous avez reçue fin novembre, ce dont je vous remercie, est elle aussi très mobilisée pour la défense d'une stratégie industrielle de long terme préservant l'emploi.

A l'issue du rendez-vous que vous nous avez accordé avec les parlementaires Eliane GIRAUD, Michel Destot et Pierre Ribeaud, je vous confirme trois propositions visant à redonner des perspectives à cette entreprise, à la hauteur des investissements publics nationaux et régionaux consentis depuis 20 ans et de son potentiel dans de nombreux secteurs d'application (systèmes critiques de la défense et du nucléaire, aéronautique, télécoms, automobile, énergie, internet des objets).

Ce que je propose, c'est de :

- Réduire le niveau de dividendes aux actionnaires dont le montant est disproportionné par rapport aux résultats, au profit d'investissements ciblés et stratégiques,
- Conforter et relancer le modèle intégré de STM, de la R&D à la production industrielle de systèmes intelligents miniaturisés, qui seul assure la maîtrise du développement de nombreuses applications et des emplois associés,
- Développer résolument une stratégie européenne, car le maintien d'une filière des semi-conducteurs est un enjeu de souveraineté et de compétitivité pour l'Europe, avec un soutien financier à la hauteur des besoins de cette industrie très capitalistique : c'est le projet « Airbus of chips » défendu par Jean-Jack Queyranne, les exécutifs des Régions Rhône-Alpes et Basse Saxe en Allemagne (Dresde) avec le soutien financier de l'Etat fédéral.

Je vous remercie de bien vouloir indiquer les actions que mènera en ce sens l'Etat actionnaire français, sous votre impulsion, ainsi que le calendrier dans lequel elles s'inscriront, sachant que le temps presse dans un secteur aussi concurrentiel à l'international.